

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 26 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFFINERIE D'ANJOU

Le Piqueron 49490 Noyant-Villages

Références : SRNT-2024-0948
Code AIOT : 0006303118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement AFFINERIE D'ANJOU implanté Le Piqueron Linières Bouton 49490 Noyant-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFFINERIE D'ANJOU
- Le Piqueron Linières Bouton 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006303118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Affinerie d'Anjou est spécialisée dans la récupération, le triage et la préparation de déchets pour l'élaboration d'alliage en aluminium. Sa production, sous forme de lingots, est destinée principalement à l'industrie automobile.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Economie d'énergie - MTD 2	Arrêté Préfectoral du 30/01/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques - Flux spécifique de poussières	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4	Sans objet
3	Rejets aqueux - Autosurveillance	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 5	Sans objet
4	Rejets aqueux - Bassin d'infiltration	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 5	Sans objet
5	Economie d'énergie - MTD 75	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place des actions correctives afin de respecter la nouvelle VLE pour les COVt rendue opposable depuis le 30 juin 2020 suite à la partution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'industrie des métaux non ferreux (BREF NFM).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4			
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques			
Prescription contrôlée :			
Les alinéas 6 et suivants de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 13/03/1997 modifié relatives aux valeurs limites des rejets atmosphériques et à la fréquence de surveillance sont remplacées par les prescriptions suivantes :			
Substance/paramètre	VLE en mg/Nm3 (en moyenne journalière ⁽¹⁾ ou en moyenne sur la période	Fréquence de surveillance par un organisme agréé	Norme

	d'échantillonnage ⁽²⁾		
Poussières	5	Trimestriel	EN 13284-2 ou 1 si annuel
NOX en équivalent NO2	500	Une fois par an	
COVT	30	Trimestrielle	EN 13619
PCDD/F	0,1 ng I-TEQ/Nm3 ⁽³⁾	Une fois par an	En 1948 parties 1, 2 et 3
Fluorures gazeux exprimés en HF	1 ⁽²⁾	Une fois par an	ISO 15713
Chlorure gazeux, exprimés en HCl	10	Une fois par an	EN 1911
Plomb et ses composés (Pb)	0,01	Une fois par an	EN 14385
Aluminium (A)	1	Une fois par an	EN 14385
Cuivre + Zinc (Cu+Zn)	0,05	Une fois par an	EN 14385

⁽¹⁾ Moyenne journalière : Moyenne sur une période de 24h des moyennes semi-horaires ou horaires valables obtenues par mesures en continu.

⁽²⁾ Moyenne sur la période d'échantillonnage : Valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.

⁽³⁾ En moyenne sur une période d'échantillonnage d'au moins six heures.

[...]

Les flux de polluants sont calculés sur la base d'un débit d'air à la cheminée n'excédant pas 70 000m³/h. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les mesures sont accompagnées de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Constats :

1- Contrôle annuel de la qualité des rejets atmosphériques

Le dernier contrôle annuel de la qualité des rejets atmosphériques date du 24/09/24 par IRH. Le rapport remis le 2 décembre 2024 (post inspection) ne fait apparaître aucune non conformité (respect des VLE) et ne met pas en évidence de non-conformité de la section de mesure.

Lors du précédent contrôle annuel en 2023 (prélèvement par IRH le 29/03/23 et rapport du 06/06/23), il avait été mis en évidence un non respect de la VLE pour les paramètres dioxines et furanes (0,33 ng/Nm3 pour une VLE de 0,1) et poussières (6,3 mg/Nm3 pour une VLE de 5). Les

autres paramètres notamment COVt étaient conformes.

Le jour de la visite, l'exploitant indique que pour lui les résultats sont aberrants notamment car la mesure de poussières trimestrielles est conforme dès la mesure suivante sans intervention sur l'installation de traitement des fumées. La mesure à 6,3 mg/Nm³ est supposée par l'exploitant être une anomalie et par extrapolation celle sur les dioxines et furanes également.

L'inspection considère qu'un tel dépassement de la VLE sur le paramètre dioxines et furanes aurait dû conduire l'exploitant à informer l'inspection des installations classées et à proposer une action de vérification de type nouveau prélèvement dans les 15 jours pour confirmer ou infirmer un problème de traitement des fumées.

Vu par ailleurs lors de la visite les résultats de la surveillance environnementale pour l'année 2023 (rapport AAIRLICHENS suite à des prélèvements de septembre 2023 postérieur au prélèvement annuel par IRH en 2023 ayant conduit au constat d'un dépassement de la VLE en dioxines/furanes) : aucune évolution défavorable des paramètres PCDD/F en 2023 par rapport à 2021 (stabilité globale depuis 2012) n'est mentionné.

2- Représentativité des mesures

Concernant la représentativité des mesures, celle-ci est acceptable compte tenu que les fours de fusion rotatifs FR1 et FR2 fonctionnent en alternance (pas de fonctionnement en simultané d'après le fichier de suivi de la consommation de gaz en 2023 et 2024) et que le four de 15 tonnes n'est plus utilisé (pas de fonctionnement en 2023 et 2024). Ce point n'appelle pas de commentaire de l'inspection.

3- Suivi trimestriel des paramètres COVt et poussières

En complément des mesures annuelles, l'exploitant procède à une surveillance trimestrielle des paramètres COVt et poussières. Depuis l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023, la VLE pour les COV est passée de 50 à 30 mg/Nm³ et elle vise les COV totaux et pas que les non-méthaniques.

Les contrôles des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2023 (prélèvements IRH respectivement du 15/06/23 et 07/09/23 et rapports du 15/06/23 et du 10/10/23) mettent en évidence un dépassement de la VLE en COVt (42 mg/Nm³ et 33.7 mg/Nm³). Les VLE étaient respectées au T1 2023 (contrôle annuel de tous les paramètres par IRH).

Pour l'année 2024, la VLE est respectée lors de la mesure de mars 2024 (6,7mg/Nm³). Le prélèvement de juin 2024 ne respecte pas la VLE (41mg/Nm³).

L'examen des courbes de mesures des COV lors des mesures montrent la présence de pics que l'exploitant attribue aux opérations de chargement des fours rotatifs notamment. Durant ces opérations, les brûleurs ne sont pas en fonctionnement.

L'exploitant a engagé plusieurs actions pour limiter les émissions de COV avec d'une part un essorage de certaines matières dites humides (résidus d'huiles de coupe) et d'autre part une optimisation des opérations d'enfournement.

Pour l'essorage, aucune consigne de travail ne définit formellement de seuil pour orienter les

matières entrantes vers un essorage préalable. Cette consigne est à mettre en place.

Concernant l'optimisation des opérations d'enfournement, la durée des pics est brève, 4-5 minutes (par opération), mais suffit à induire un non-respect de la VLE. **L'exploitant doit donc poursuivre ces actions visant à optimiser les temps de chargement et la nature des matériaux introduits et à formaliser les consignes qui en découleraient. Ces différentes investigations doivent être tracées.**

4- Bon dimensionnement du système de traitement des fumées

Le débit théorique de mesure indiqué dans l'arrêté préfectoral est de 70 000 m³/h et correspond au fonctionnement simultané des 4 fours du site. Dans les faits, 2 fours fonctionnent et le débit d'air à traiter est d'environ la moitié. **Eu égard à la problématique d'émission des pics de COVt, l'exploitant doit vérifier que cette plage de fonctionnement reste cohérente avec les plages de bon fonctionnement du système de traitement d'air telle qu'indiquées par son concepteur.**

Lors de la visite l'exploitant a indiqué par ailleurs avoir substitué l'injection de charbon actif par un additif minéral dont le nom commercial est "minisorb". Les données techniques disponibles en ligne ne mettent pas en évidence la pertinence de cet additif pour les COV contrairement aux CA. **L'exploitant doit revoir l'impact de cette substitution sur l'abattement des COV.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- informer sans délai l'IIC des dépassements sur le paramètre dioxines et furanes s'ils devaient se reproduire et assortir cette information de proposition d'actions de vérification complémentaires à engager
- mettre en place une consigne opérationnelle pour l'essorage des matières "humides" notamment la définition d'un seuil limite pour l'introduction de résidus susceptibles d'émettre des COVt
- poursuivre les actions visant à optimiser les temps de chargement et la nature des matériaux introduits et formaliser des consignes
- vérifier la plage de fonctionnement du système de traitement d'air telle qu'indiquée par son concepteur et la mettre en relation avec les débits de fonctionnement du site
- vérifier la pertinence de l'additif minéral pour l'abattement des COV

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Rejets atmosphériques - Flux spécifique de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Flux spécifique de poussière

Prescription contrôlée :

Les alinéas 6 et suivants de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 13/03/1997 modifié relatives aux valeurs limites des rejets atmosphériques et à la fréquence de surveillance sont remplacées par les prescriptions suivantes :

[...]

Le flux spécifique de poussière mesuré sur les émissions canalisées est inférieur à 0,5 kg/tonne

mise en œuvre. Il est vérifié à une fréquence au moins annuelle. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un tableau de suivi du flux spécifique d'émission de poussières. Il est vérifié trimestriellement sur la base de la quantité de matières premières enfournées l'année précédente. Les 2 dernières mesures en mars 2024 et juin 2024 sont respectivement de 0,009kg/t et 0 kg/t. La moyenne des 4 mesures en 2023 était de 0,049 kg/t (conforme).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux - Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 4B1 l'arrêté préfectoral du 18/03/1997 relatives aux valeurs limites et fréquence de surveillance des rejets aqueux sont remplacées par les prescriptions suivantes : [Tableau des VLE actualisé - Surveillance annuelle] [...]
Constats : Le site dispose de 2 points de rejet (1 point historique et 1 nouveau point depuis la création du nouveau bassin d'infiltration). Vu les résultats d'analyse IRH (analyse par EUROFINs) réalisés en 2 temps en 2023 (prélèvement initial le 14/11/23 et complément le 08/02/24 suite à l'oubli de paramètres) : le spectre analytique est complet et les VLE sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets aqueux - Bassin d'infiltration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 4B1 l'arrêté préfectoral du 18/03/1997 relatives aux valeurs limites et fréquence de surveillance des rejets aqueux sont remplacées par les prescriptions suivantes : [...] Le débit des eaux pluviales est régulé conformément au SDAGE Loire Bretagne 2022-2027. Afin d'obtenir un débit de fuite de 2 l/s/ha, un bassin d'infiltration de 120 à 130 m ³ est mis en place dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Vu la présence sur le site d'un bassin d'infiltration nouvellement créé pour réguler les eaux de la plateforme récemment créée. Les derniers équipements pour la sécurité (mise en place d'un

grillage pour prévenir efficacement les risques de chute) restent à mettre en place. Le volume reporté sur le plan de recollement de la société DURANT d'avril 2024 est un volume de remplissage de 219 m³ (compte tenu des hauteurs des lignes d'eau des canalisations d'évacuation) conforme avec l'exigence de 120 à 130 m³ prévue par l'arrêté préfectoral..

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Economie d'énergie - MTD 75

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, MTD

Prescription contrôlée :

MTD 75 : Selon le dossier de réexamen référencé 003595-Affinerie-anjou-dossier-réexamen-V01, l'exploitant met en place une technique qui n'est pas décrite dans la MTD 75. La description doit être complétée par une étude spécifique sur la consommation d'énergie des fours rotatifs en justifiant, le cas échéant, que la MTD 75 n'est pas applicable et que la technique mise en place assure une performance équivalente. Cette étude doit être transmise à l'Inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. En cas d'absence de technique équivalente, au moins une des techniques décrites dans la MTD 75 s'applique.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier du 10 juillet 2023 des éléments concernant la MTD 75 en complément du dossier de réexamen.

L'installation d'affinage est composée de 2 fours rotatifs (FR1 et FR2) alimentant 2 fours de maintien de 30 et 15 tonnes. Dans les conditions conjoncturelles actuelles, les fours FR1 et FR2 ne fonctionnent pas en parallèle. De même, le four de 15 tonnes ne fonctionne pas actuellement. La coulée du four de 30 tonnes alimente une lingotière par coulée directe en sortie.

La MTD75 prévoit la mise en place d'au moins 1 technique parmi les 3 citées :

a) le préchauffage de la charge du four par les effluents gazeux émis : cette technique est indiquée applicable uniquement aux fours non rotatifs. En l'occurrence, les fours FR1 et FR2 sont rotatifs donc la MTD n'est pas applicable. Cette MTD n'est pas mise en œuvre sur les fours de 15 et 30 tonnes.

b) la recirculation des gaz contenant des hydrocarbures imbrûlés dans le système de brûleurs. Cette technique n'est pas mise en œuvre sur le site, notamment dans le four de maintien (présence de matériaux réfractaires) car les matières premières susceptibles de contenir des hydrocarbures sont enfournées en amont dans les fours rotatifs. Les matières introduites dans le four de maintien sont très majoritairement les coulées issues des fours FR1 et FR2 (donc plus de présence d'hydrocarbures). Ponctuellement des métaux (Cu et Si par exemple) sont introduits pour fusion dans 1 cellule de fusion (métaux présentant des températures de fusion moindre que l'aluminium) du four de maintien mais ces métaux sont réputés non souillés par des hydrocarbures. La recirculation des gaz n'est donc pas pertinente pour le four de maintien.

c) l'apport de métal liquide par moulage direct. L'exploitant considère dans son courrier du 10 juillet 2023 mettre en œuvre cette MTD car le four de maintien est alimenté en métal liquide par les fours rotatifs. Les fours de maintien alimentent ensuite par coulage direct une lingotière. Dans le dossier de réexamen IED, l'exploitant indiquait à tort ne pas être concerné par cette MTD.

L'inspection considère donc que l'exploitant répond à la MTD75. La prescription de l'arrêté

préfectoral du 30 janvier 2023 visant à justifier une MTD alternative est donc inadaptée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Economie d'énergie - MTD 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, MTD

Prescription contrôlée :

MTD 2 - Utiliser efficacement l'énergie en appliquant une combinaison des techniques suivantes :
...

Constats :

L'exploitant dispose d'une optimisation des brûleurs des fours rotatifs FR1 et FR2 avec des brûleurs oxy-gaz. Le rendement des brûleurs de ces 2 fours de fusion est donc optimisé du fait de l'utilisation de l'oxygène comme comburant. Cette technique est listée dans les MTD proposées à la MTD 2 h) pour l'utilisation efficace de l'énergie.

Dans son courrier du 10 juillet 2023, l'exploitant apporte une documentation technique professionnelle présentant les avantages de la technique sans décrire précisément les modalités de mise en oeuvre sur le site (taux d'injection de l'oxygène, régulation de ce taux en fonction du cycle de fusion, économie d'énergie estimée, etc.). **Ces éléments sont à produire.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- décrire les modalités de fonctionnement des sondes oxy-gaz : taux d'injection de l'oxygène, régulation de ce taux en fonction du cycle de fusion, économie d'énergie estimée, etc

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle du déchet ;
 - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
 - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;
- c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Le site reçoit des déchets métalliques pour son activité d'affinage. Les arrivées de matière sont enregistrées dans un cahier de réception où sont enregistrées les informations suivantes :

- date d'arrivée,
- casier de stockage sur le site
- référence du contrat
- numéro de bon de réception
- numéro de lot
- nom du fournisseur
- code matière
- désignation matière première
- poids
- prix

Des informations complémentaires sont présentes ponctuellement dans les documents de livraison par exemple le lieu de provenance.

Le site ne dispose pas à proprement parler d'un registre des déchets entrants avec l'ensemble des informations requises. Sont absentes par exemple : le code déchets, tout ou partie des informations concernant l'origine, la gestion et le transport des déchets (raison sociale, SIRET, adresse, etc.), la mention de l'opération de traitement effectuée par l'établissement (en l'occurrence code R4).

Le cahier des réceptions doit être complété pour contenir les éléments requis par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Le registre prévu à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 doit également être mis en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- mettre en place les registres des déchets prévus aux articles 1 et 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours